



Jeudi 23 février 2017

Les grands titres:

- #OcéansPropres : l'ONU lance une campagne pour mettre fin aux déchets plastiques
- Centrafrique : l'ONU dénonce la poursuite des violences et exige un libre accès humanitaire
- Bassin du lac Tchad : des millions de personnes ont besoin d'aide, selon le chef de l'humanitaire de l'ONU
- Syrie : reprise des pourparlers entre le gouvernement et l'opposition à Genève, sous l'égide de l'ONU
- Yémen : le Conseil de sécurité proroge le mandat du Groupe d'experts chargé de surveiller les sanctions
- Le HCR ouvre un nouveau site de réfugiés en Ouganda pour les Sud-Soudanais fuyant le conflit
- Santé : le nombre de personnes souffrant de dépression en hausse, selon l'OMS
- Iraq : le Conseil de sécurité condamne un attentat à Bagdad
- Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité prolonge d'un an le mandat du Bureau des Nations Unies

#OcéansPropres : l'ONU lance une campagne pour mettre fin aux déchets plastiques



23 février - L'ONU Environnement a donné jeudi le coup d'envoi d'une campagne mondiale, #OcéansPropres, visant à mettre fin aux déchets plastiques, dont 8 millions de tonnes sont déversées dans les océans chaque année.

L'objectif est d'éliminer, à l'horizon 2022, les micro-plastiques présents dans les cosmétiques et l'utilisation excessive de plastique à usage unique.

Le parrain d'ONU Environnement pour les océans, Lewis Pugh, nage dans les océans du monde pour exhorter les décideurs politiques à protéger au moins 10% des mers du monde. Dans la mer d'Arabie, au large d'Oman, le fond marin était rempli de déchets. Pas de poisson. Pas de corail. Juste des pneus, du plastique, des bouteilles et des boîtes de conser

Lancée lors du Sommet mondial sur les océans organisé à Bali, la campagne #OcéansPropres appelle les gouvernements à adopter des politiques de réduction du plastique, interpelle les industries à minimiser les emballages plastiques et à repenser la conception des produits, et invite les consommateurs à changer leurs habitudes du tout-jetable – avant que nos océans ne soient endommagés de manière irréversible.

« Il est grand temps de s'attaquer au problème du plastique responsable de la dégradation



de nos océans. La pollution plastique est visible sur les plages indonésiennes, s'installe aux fonds des océans du Pôle Nord, et s'invite tout au long de la chaîne alimentaire jusque dans nos assiettes. Nous avons joué le rôle de spectateur pendant trop longtemps et le problème n'a fait que s'aggraver. Cela doit cesser », a déclaré le Directeur de l'ONU Environnement, Erik Solheim, dans un communiqué de presse.

Tout au long de l'année, la campagne #OcéansPropres relaiera les importantes mesures prises par les pays et les entreprises comme l'élimination des microbilles présentes dans les produits d'hygiène, l'interdiction ou les taxes imposées sur les sacs plastique à usage unique, et les réductions notables de tout autre article en plastique jetable.

Dix pays se sont déjà engagés à rejoindre la campagne. Il s'agit de la Belgique, du Costa Rica, de la France, de la Grenade, de l'Indonésie, de la Norvège, du Panama, de Sainte-Lucie, du Sierra Leone et de l'Uruguay.

L'Indonésie s'est engagée à réduire les déchets marins de 70% à l'horizon 2025, l'Uruguay imposera une taxe sur les sacs plastique à usage unique dès la fin de l'année et le Costa Rica prendra des mesures pour réduire considérablement l'utilisation de plastique à usage unique grâce à une meilleure gestion des déchets et à des campagnes d'information.

Chaque année, plus de 8 millions de tonnes de plastique finissent dans les océans, ravageant les espèces sauvages marines, les pêcheries et le tourisme et générant un coût d'environ 8 milliards de dollars en dommages aux écosystèmes marins. Près de 80% de tous les déchets présents dans nos océans sont des déchets d'origine plastique.

Selon certaines estimations, au rythme actuel auquel nous jetons nos bouteilles en plastique, nos sacs et récipients suite à un seul usage, il y aura plus de plastique que de poissons dans les océans à l'horizon 2050, et environ 99% des oiseaux marin auront ingéré du plastique.

Un nouveau documentaire [The Smog of the Sea](#) met ainsi en évidence la question des micro-plastiques qui pénètrent dans les océans du monde.

Le top model Nadya Hutagalung, le chanteur-compositeur-interprète et ambassadeur de bonne volonté des Nations Unies pour l'environnement, Jack Johnson, et l'acteur Adrian Grenier, célèbre pour son rôle dans la série télévisée 'Entourage', soutiennent la campagne #OcéansPropre.

Plusieurs marques internationalement connues rejoignent également la lutte contre la pollution marine. Le constructeur informatique DELL a dévoilé aujourd'hui une chaîne d'approvisionnement à l'échelle commerciale utilisant du plastique repêché au large d'Haïti. Le géant des ordinateurs se servira de plastique récupéré pour l'emballage de ses produits.

Aujourd'hui, nous produisons vingt fois plus de plastique que dans les années 1960. Environ un tiers de tous les plastiques est utilisé pour les emballages. À l'horizon 2050, notre production de plastique aura augmenté de 3 à 4 fois afin de répondre à notre demande. Une part importante de cette production terminera dans les océans où elle y demeurera pendant des siècles.

Centrafrique : l'ONU dénonce la poursuite des violences et exige un libre accès humanitaire



Une femme et son enfant à Bambari, en République centrafricaine. (archives) Photo OCHA/Gemma Cortes

23 février - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a réitéré son appel aux groupes armés pour mettre fin aux hostilités dans les préfectures de la Ouaka et la Haute Kotto.

« La MINUSCA insiste sur l'impérieuse nécessité pour la coalition du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et l'Unité pour la Centrafrique (UPC) de mettre fin au conflit immédiatement, tel que demandé par le gouvernement et la communauté internationale », a déclaré le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, lors d'une conférence de presse mercredi. « Cependant, nous notons que le conflit se poursuit, en grande partie en raison de la poussée de la coalition menée par le

FPRC ».

Selon la MINUSCA, la poursuite des hostilités et de la violence armée « ne tue pas seulement les chances d'une paix durable en République centrafricaine, mais elle hypothèque sérieusement les chances d'un relèvement social et économique et assassine l'espoir né de la conférence de Bruxelles de rebâtir ce pays. A cet effet, la Mission de l'ONU a invité les groupes armés à participer de bonne foi au dialogue sur le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et la réintégration (DDRR) lancé par le Président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, et à l'initiative de l'Union africaine en vue de parvenir à un accord de paix et de réconciliation entre le gouvernement et les groupes armés.

Condamnation des attaques contre les forces internationales et les Casques bleus

Dans le contexte des dernières violences, la MINUSCA a notamment condamné les attaques perpétrées en début de semaine contre les forces internationales et les Casques bleus par certains éléments de la coalition du FPRC dans les localités de Ndassima et d'Ippy.

« Lundi, ils s'en sont directement pris aux forces internationales qui ont immédiatement riposté, avec un bilan d'un mort et d'un blessé dans leurs rangs. Mardi à Ippy, des éléments de la coalition du FPRC ont attaqué les Casques bleus et causé quatre blessés dans nos rangs », a dénoncé M. Monteiro.

Tout en appelant le leadership de la coalition à prendre ses responsabilités, le porte-parole a souligné que de tels actes peuvent constituer des crimes de guerre passibles de poursuites par les tribunaux nationaux et internationaux et ne resteront pas impunis.

Rétablir la présence de l'Etat à Bambari

M. Monteiro a confirmé le départ de la ville de Bambari du leader de l'UPC, Ali Darassa, à la demande de la MINUSCA qui est en discussion avec les belligérants pour parvenir à une solution pacifique.

« C'est une mesure pour protéger la population civile, pour éviter une guerre dans la seconde ville de la République centrafricaine », a-t-il souligné, précisant que l'objectif est de faire de Bambari une zone sans groupes armés et d'y rétablir la présence de l'Etat.

Le porte-parole a indiqué que la Mission s'assurera que tout est fait pour prévenir « le déplacement du problème » vers d'autres localités de la République centrafricaine, conformément à son mandat de protection des populations civiles.

L'ONU exige un accès humanitaire exempt de toute entrave et conditionnalité

Le regain de violence depuis le début de l'année dans les préfectures de la Ouaka et de la Haute Kotto a entraîné une série d'entorses aux droits de l'homme et à la protection des civils contraignant ces derniers à des déplacements forcés. La stigmatisation des communautés d'origine des éléments armés a par ailleurs eu un impact négatif sur la liberté de mouvement des civils.

« Il est intolérable que des civils fassent les frais des rivalités entre groupes armés », s'est insurgé mercredi le Coordonnateur humanitaire par intérim en République centrafricaine, Aboubacry Tall, exhortant les parties au conflit à honorer les engagements pris en faveur de la protection des civils et à respecter leurs obligations en vertu des droits de l'homme.

Face aux violations massives du droit international humanitaire, M. Tall a rappelé aux groupes armés leur obligation de garantir « un accès humanitaire exempt de toute entrave et conditionnalité », conforme aux principes de neutralité et d'impartialité.

« Je demande instamment aux groupes armés de ne pas s'opposer à la liberté de mouvement des civils ni à celle des acteurs humanitaires afin que les uns puissent accéder à l'assistance dont ils ont tant besoin et les autres puissent sauver des vies », a-t-il ajouté.

Chef-lieu de la Ouaka, la ville de Bambari compte à ce jour 45.000 déplacés pour une population de 160.000 habitants. Depuis fin novembre 2016, environ 20.000 nouveaux déplacés y ont été enregistrés. La ville de Maloum (63 km au nord de



Bambari), a récemment accueilli environ 4.000 personnes nouvellement déplacées en raison des affrontements entre les groupes armés dans les préfectures de la Haute et Basse Kotto ainsi que de la Ouaka.

Bassin du lac Tchad : des millions de personnes ont besoin d'aide, selon le chef de l'humanitaire de l'ONU



Un garçon pleurant à quelques pas de sa famille à Bama, un ancien bastion de Boko Haram, dans l'Etat de Borno, au Nigeria, où un camp accueille environ 25.000 Nigériens qui ont fui les villages voisins. Photo: OCHA / Eve Sabbagh

23 février - A la veille d'une conférence de bailleurs de fonds à Oslo, en Norvège, sur la crise humanitaire dans la région du Bassin du lac Tchad, le chef de l'humanitaire de l'ONU, Stephen O'Brien, a souligné combien il était important de financer l'appel de fonds humanitaire pour répondre aux besoins de millions de personnes vulnérables.

« Nous avons besoin d'argent. C'est pourquoi nous demandons aux États membres d'être généreux pour faire en sorte que cet appel de fonds soit financé », a déclaré le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, Stephen O'Brien, dans un entretien avec ONU Info.

Il a rappelé que l'an dernier, l'appel de fonds humanitaire pour cette région n'a été financé qu'à hauteur de 50%. « Nous ne pouvons faire que la moitié de ce que nous devons faire

», a dit M. O'Brien, qui est également Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires.

L'ONU et ses partenaires estime que 11 millions de personnes vivant dans les pays du Bassin du lac Tchad (nord du Cameroun, ouest du Tchad, sud-est du Niger, nord-est du Nigéria) ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate, dont 7,1 millions se trouvant dans une situation d'insécurité alimentaire aigüe.

La conférence humanitaire d'Oslo est organisée par le gouvernement norvégien, avec le Nigéria, l'Allemagne et l'ONU. Dans le but d'attirer l'attention sur cette crise, qui a été largement négligée, cette réunion vise à susciter une plus grande participation internationale et un financement accru des efforts humanitaires pour empêcher que la situation ne se détériore davantage.

L'appel de fonds, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, financera des opérations de secours dans la région, notamment en fournissant un soutien alimentaire et nutritionnel à 1,6 million de personnes, un soutien aux moyens de subsistance à 1,4 million de personnes, des soins de santé primaires pour 4,4 millions personnes, une vaccination contre la polio pour 1 million d'enfants, un soutien à l'éducation pour près de 300.000 filles et garçons et de l'eau potable, des réseaux d'assainissement et d'hygiène améliorés pour 2,3 millions de familles déplacées et leurs communautés d'accueil.

Sur une population totale dans le besoin de 11 millions de personnes, environ 8,5 millions se trouvent dans le nord-est du Nigéria qui a connu des années de violence à cause du groupe armé Boko Haram.

Notant les défis dans le nord-est du Nigéria, M. O'Brien a salué le travail des acteurs humanitaires sur le terrain. « Il y a eu des pertes terribles et tragiques de travailleurs humanitaires courageux et brillants, et ils continuent à travailler dans des conditions particulièrement difficiles », a-t-il dit.

Selon lui, il faut que la communauté internationale permette aux programmes d'assistance de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin afin d'éviter la famine et la malnutrition.

Syrie : reprise des pourparlers entre le gouvernement et l'opposition à Genève, sous l'égide de l'ONU



L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, accueille une délégation de femmes syriennes aux pourparlers inter-syriens, à Genève, le 23 février 2017. Photo ONU/Violaine Martin

23 février - Les négociations inter-syriennes ont repris ce jeudi à Genève, en Suisse, en présence de représentants du gouvernement et de l'opposition sous les auspices de l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura.

« Le peuple syrien désire désespérément la fin du conflit », a déclaré M. de Mistura aux différentes délégations réunies au Palais des Nations pour la première fois depuis neuf mois. Les Syriens « attendent un soulagement de leur propre souffrance et rêvent d'une nouvelle route pour sortir de ce cauchemar vers un avenir réel et normal, dans la dignité », a-t-il ajouté.

L'Envoyé spécial a fait part de son espoir que les parties entendent davantage les voix des femmes syriennes. « Elles sont ici pour me rappeler, et à vous et au monde, que le peuple syrien a besoin d'une solution politique ».

M. de Mistura a tenu à remercier la Russie, la Turquie, l'Iran et le Kazakhstan pour avoir initié les discussions préliminaires qui ont eu lieu à Astana et facilité la mise en place d'un cessez-le-feu en Syrie. « Il est fragile mais il est là, et nous n'en avons pas eu pendant plusieurs mois », a-t-il dit, soulignant qu'il est essentiel que le cessez-le-feu soit renforcé et appuyé par tous, « en particulier dans la mesure où nous cherchons à faire progresser le processus politique ».

Le négociateur onusien a rappelé que le Conseil de sécurité a exhorté chacune des parties, mais en particulier les parties syriennes, à participer aux négociations de bonne foi et sans conditions préalables pour résoudre le conflit dans le cadre d'un processus politique.

« Dans ce cadre, la résolution 2254 oblige expressément les Nations Unies à convoquer des représentants du gouvernement syrien et de l'opposition pour engager des négociations officielles sur un processus de transition politique par le biais d'un processus politique facilité par les Nations Unies mais dirigé par la Syrie », a précisé M. de Mistura.

« Le gouvernement est ici », a dit l'Envoyé spécial. « Des progrès considérables ont été réalisés au cours des dernières semaines, peut-être même au cours des dernières heures, vers une approche plus unie et inclusive, liée à la principale délégation de l'opposition », s'est-il réjoui, espérant que ce type de discussions se poursuivra au sein de l'opposition.

M. de Mistura n'a pas manqué de rappeler que la résolution 2254 établit un ordre du jour clair, y compris un langage spécifique sur la gouvernance, les constitutions, les élections, et même sur la façon dont les négociations devraient être planifiées.

Lors d'une conférence de presse mercredi au Palais des Nations, l'Envoyé spécial avait déclaré devant les journalistes ne pas s'attendre à des miracles.

« Nous sommes confrontés à une tâche ardue. Ce ne sera pas facile. Il y a beaucoup de tensions », a-t-il reconnu devant les délégations au premier jour du nouveau cycle de négociations. « Mais nous devons nous appliquer à cette tâche. Nous savons ce qui se passera si nous échouons de nouveau. Plus de morts, plus de souffrances, plus d'atrocités, plus de terrorisme, plus de réfugiés ».

Yémen : le Conseil de sécurité proroge le mandat du Groupe d'experts chargé de surveiller les sanctions



23 février - Le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé jeudi jusqu'au 28 mars 2018 le mandat du Groupe d'experts chargé de surveiller les sanctions concernant le Yémen.

Le Conseil, par la résolution 2342 (2017) adoptée à l'unanimité de ses 15 membres, a également reconduit jusqu'au 26 février 2018 les mesures imposées par la résolution 2140 (2014), lesquelles font référence aux personnes figurant sur la Liste des sanctions.

Le Conseil, en outre, prie le Groupe d'experts de présenter au Comité des sanctions un bilan à mi-parcours le 28 juillet 2017 au plus tard, et de lui remettre, après concertation avec le Comité, un rapport final le 28 janvier 2018 au plus tard.

Le Conseil demande aussi instamment aux parties et aux États Membres, ainsi qu'aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, de coopérer avec le Groupe d'experts. Les États membres concernés devront assurer la sécurité des membres du Groupe et leur donner libre accès, notamment aux personnes, documents et lieux pertinents pour l'exécution de son mandat.

Le Conseil demande aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait de présenter un rapport au Comité sur les actions prises pour appliquer concrètement les mesures visées par les résolutions précitées. Les États membres qui effectuent une inspection des chargements doivent ainsi présenter un rapport au Comité.

Enfin, le Conseil réaffirme la nécessité de procéder rapidement et intégralement à la transition politique au Yémen à la suite de la Conférence de dialogue national sans exclusive, comme le prévoit l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et au vu « des attentes du peuple yéménite ».

Le HCR ouvre un nouveau site de réfugiés en Ouganda pour les Sud-Soudanais fuyant le conflit



Des garçons sud-soudanais tenant des poulets à leur arrivée en Ouganda. Photo Samuel Okiror/IRIN

23 février - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires ont ouvert un nouveau site dans le district d'Arua, au nord de l'Ouganda, qui devrait héberger des milliers de réfugiés arrivant du Soudan du Sud.

Ce nouveau site d'Imvepi est créé après que le site de Palorinya dans le district de Moyo, ouvert en décembre 2016, a rapidement atteint sa capacité d'accueil de 135.000 réfugiés, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

Des milliers de personnes arrivent chaque jour en Ouganda, fuyant le Soudan du Sud. Le site d'Imvepi sera en mesure d'accueillir 110.000 personnes dans les semaines et les mois

à venir.

« Plus de 2.000 réfugiés sud-soudanais se sont déjà installés à Imvepi au cours des deux derniers jours où, conformément à l'approche en Ouganda en matière d'asile, ils vivront côte à côte avec des membres de la communauté d'accueil ougandaise », a précisé l'agence onusienne. Le HCR a salué la générosité de cette communauté d'accueil, qui a donné des terres pour l'établissement du site. « Ce geste est une manifestation exceptionnelle de solidarité avec des gens qui ont été obligés de laisser tout derrière eux à cause de la guerre », a déclaré le HCR.

A leur arrivée, les réfugiés du Soudan du Sud reçoivent un lopin de terre sur lequel ils peuvent construire leur nouvelle maison et cultiver. Les réfugiés ont en outre un accès gratuit aux services publics de santé et d'éducation.

Plus de 1,5 million de réfugiés sud-soudanais ont fui vers les pays voisins, dont la moitié en Ouganda. Les deux-tiers des réfugiés sud-soudanais se trouvant en Ouganda sont arrivés depuis l'éruption de violence à Juba en juillet 2016.

De son côté, le chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), David Shearer, s'est rendu dans la ville de Yambio, dans la région d'Equatoria occidentale, une région agricole qui fournit habituellement une vaste gamme de produits alimentaires au reste du Soudan du Sud.

La production agricole a diminué parce que les agriculteurs ne sont plus en mesure de cultiver en raison de l'insécurité et des déplacements.

« La sécurité est la clé pour ramener les paysans à leur terre », a déclaré M. Shearer après avoir rencontré des autorités locales à Yambio. Selon lui, la sécurité est également essentielle sur le réseau routier pour permettre le commerce et la distribution des produits agricoles.

Il a félicité les autorités de l'État pour leur engagement à stimuler la production agricole et à progresser vers l'autosuffisance.

La MINUSS a encouragé également les efforts de réconciliation des autorités de l'État, en particulier les efforts visant à réintégrer les jeunes qui avaient rejoint des groupes armés actifs dans la région.

Santé : le nombre de personnes souffrant de dépression en hausse, selon l'OMS



Une affiche illustrant une discussion au sujet de la dépression dans un camp de réfugiés au Moyen-Orient. Crédit: OMS

23 février - Le nombre de personnes vivant avec la dépression a augmenté de plus de 18% entre 2005 et 2015, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié jeudi.

La dépression est un trouble mental courant touchant plus de 350 millions de personnes, les femmes étant plus atteintes que les hommes. C'est la première cause d'incapacité dans le monde. Elle diffère des sautes d'humeur habituelles et des réactions émotionnelles passagères face aux problèmes du quotidien.

Quand elle perdure et que son intensité est modérée ou sévère, la dépression peut devenir une maladie grave. Elle peut entraîner une grande souffrance, altérer la vie professionnelle, scolaire et familiale de la personne concernée. Dans le pire des cas, la dépression peut conduire au suicide. Chaque année, plus de 800.000 personnes meurent en se suicidant. Le suicide est la deuxième cause de mortalité chez les 15-29 ans.

La dépression résulte d'une interaction complexe entre des facteurs sociaux, psychologiques et biologiques. Les personnes exposées à des événements malheureux dans leur vie (chômage, deuil, traumatisme psychologique) sont plus susceptibles de développer une dépression. Celle-ci peut, à son tour, générer un surcroît de stress et de dysfonctionnement et aggraver la situation de la personne touchée, ainsi que la dépression elle-même.

Selon le nombre de symptômes et leur gravité, un épisode dépressif peut être considéré comme léger, modéré ou sévère. Il existe par ailleurs une interdépendance entre la dépression et la santé physique. Une maladie cardio-vasculaire peut par exemple entraîner une dépression et vice versa.

Prévenir et combattre la dépression : les outils à disposition

Plus de 80% des personnes souffrant de cette maladie vit dans des pays à faible ou moyen revenus. Bien qu'il existe des traitements connus et efficaces pour combattre la dépression, moins de la moitié des personnes affectées dans le monde (dans certains pays, moins de 10%) en bénéficient. Le manque de ressources, la pénurie de soignants qualifiés, des erreurs d'appréciation et la stigmatisation sociale liée aux troubles mentaux sont autant d'obstacles à l'administration de soins efficaces.

L'OMS souligne que les programmes de prévention permettent de restreindre la dépression. Les approches communautaires efficaces en la matière comprennent notamment des programmes scolaires de prévention tendant à renforcer chez l'enfant et l'adolescent un modèle de pensées positives.

Par ailleurs, des traitements efficaces existent pour combattre la dépression. Les prestataires de soins peuvent proposer des traitements psychologiques ou des médicaments antidépresseurs.

Les différentes formes de traitement psychologique incluent les traitements individuels ou en groupe, délivrés par des professionnels et encadrés par des thérapeutes. Les traitements psychosociaux sont performants et devraient être prescrits en première intention pour soigner la dépression légère.

Les médicaments antidépresseurs peuvent être appropriés pour traiter une dépression modérée ou sévère, mais ne s'imposent pas comme le traitement prioritaire pour les cas de dépression légère. Par ailleurs, les agents de santé doivent tenir compte des effets secondaires que peuvent avoir les antidépresseurs.

Actions et sensibilisation de l'OMS sur la dépression

La dépression est l'une des pathologies prioritaires visées par le Programme d'action 'Comblant les lacunes en santé mentale' (mhGAP) de l'OMS. Ce programme a pour but d'aider les pays à élargir les services destinés aux personnes atteintes de troubles mentaux, neurologiques ou liés à l'utilisation de substances, moyennant des soins dispensés par des personnels de santé qui ne sont pas spécialisés en santé mentale.

Le mhGAP fait valoir qu'avec des soins, une aide psychosociale et des médicaments appropriés, des dizaines de millions de personnes souffrant de troubles mentaux, et notamment de dépression, pourraient commencer à mener une vie normale – même lorsque les ressources des pays sont limitées.

Le 10 octobre dernier, l'OMS a lancé une campagne mondiale de sensibilisation sur le thème de la dépression. Menée sur un an, la campagne vise à faire en sorte que davantage de personnes souffrant de dépression dans le monde entier demandent et bénéficient d'une aide. Cette année, la Journée mondiale de la santé (7 avril) mobilisera l'attention sur cette maladie touchant de plus en plus de personnes.

Iraq : le Conseil de sécurité condamne un attentat à Bagdad



Vue aérienne de Bagdad, en Iraq. Photo MANUI

23 février - Les membres du Conseil de sécurité ont condamné dans les termes les plus forts l'attentat qui a été commis à Bagdad, en Iraq, le 16 février, au cours duquel au moins 50 personnes ont été tuées et beaucoup d'autres blessées.

Dans une déclaration à la presse publiée mercredi soir, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au peuple et au gouvernement iraquien. Ils ont souhaité un prompt et complet rétablissement à ceux qui ont été blessés.

Les membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé que « le terrorisme sous toutes ses formes constitue l'une des plus graves menaces à la paix et à la sécurité internationales ». Ils ont souligné « la nécessité de traduire en justice les auteurs, les organisateurs, les financiers et les commanditaires de ces actes répréhensibles de terrorisme ».

Le Conseil de sécurité s'est félicité des efforts déployés par le gouvernement iraquien et ses partenaires pour lutter contre l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech) et ramener la stabilité dans le pays.

Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité prolonge d'un an le mandat du Bureau des Nations Unies



Conseil de sécurité discutant de la situation en Guinée-Bissau en août 2016 (archives).
Photo ONU/Rick Bajornas

23 février - Préoccupé par les tensions politiques et institutionnelles persistantes en Guinée-Bissau, le Conseil de sécurité a décidé jeudi de prolonger le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (BINUGBIS) pour une période de 12 mois, jusqu'au 28 février 2018.

En adoptant à l'unanimité de ses 15 membres la résolution 2343 (2017), présentée par le Sénégal, le Conseil fait siennes les recommandations de la mission d'examen stratégique dépêchée par le Département des affaires politiques en Guinée-Bissau du 4 au 14 décembre 2016.

Cette mission, rappelle le Conseil dans sa résolution, a conclu à la nécessité pour le BINUGBIS de recentrer ses efforts sur ses capacités politiques « afin d'appuyer les bons offices et la médiation du Représentant spécial, et de simplifier sa structure de gestion en créant un seul poste de Représentant spécial adjoint pour l'état de droit et Chef adjoint de la Mission ».

Les tâches prioritaires du Bureau seront désormais d'accompagner la concertation politique et la réconciliation nationale pour parvenir à un consensus sur les principaux problèmes politiques et d'aider les autorités à accélérer et mener à bien l'examen de la Constitution de la Guinée-Bissau.

Le Bureau est également tenu par le texte adopté ce jeudi de fournir des conseils et un appui aux autorités nationales et parties prenantes concernées dans la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, de renforcer l'état de droit et de mettre en place des systèmes de justice civile et militaire conformes aux normes internationales.

Pour le Conseil, les Accords de Conakry du 14 octobre 2016, « principal cadre pour un règlement pacifique de la crise politique », représentent une « occasion historique » pour les autorités nationales et les dirigeants politiques, tout comme pour la société civile, d'œuvrer ensemble à la stabilisation politique et à la consolidation de la paix.

Tous les acteurs politiques sont exhortés à placer l'intérêt du peuple bissau-guinéen au-dessus de tout et le Conseil invite les dirigeants bissau-guinéens, notamment le Président, le Président du Parlement et les responsables des partis politiques, à donner suite à l'engagement qu'ils ont pris d'instaurer la stabilité politique en Guinée-Bissau en lançant un véritable dialogue et en trouvant un terrain d'entente pour un règlement rapide de la crise politique qui secoue le pays.

La semaine dernière, quatre mois jour pour jour après la signature des Accords de Conakry, le Représentant spécial du Secrétaire général, Modibo Ibrahim Touré, avait fait état d'une impasse durable dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

« À la dynamique du dialogue, du sens de la conciliation et de concession mutuelle qui ont caractérisé l'esprit et la lettre de l'Accord s'est substituée une logique de dissension et de polarisation des positions », avait-il déclaré au Conseil.